

BELGIQUE (Niveau 1)

La Belgique est un pays d'origine, de destination et de transit pour les hommes, les femmes et les enfants victimes du travail forcé et d'exploitation sexuelle. Les victimes sont originaires d'Europe orientale, d'Afrique, d'Extrême-Orient, ainsi que du Brésil et d'Inde. Les principaux pays d'origine des victimes exploitées en Belgique comprennent la Bulgarie, la Roumanie, l'Albanie, le Nigeria, la Chine et la Turquie. Les victimes de sexe masculin sont soumises au travail forcé dans des restaurants, des bars, des ateliers, des sites d'horticulture, des exploitations fruitières, des chantiers de construction, des entreprises de nettoyage et des commerces. Les principaux pays d'origine de la traite à des fins de travail forcé comprennent la Chine, l'Inde, le Brésil et la Bulgarie. Des filles belges d'âge mineur sont recrutées par des souteneurs locaux, qui les obligent ensuite à se prostituer dans le pays, un trafic dont sont également victimes des enfants étrangers, notamment d'origine rom. La communauté rom de Belgique est également victime de la mendicité forcée. Les travailleurs étrangers continuent à être victime du travail domestique forcé, qui est parfois imposé par des membres de la communauté diplomatique internationale en fonction en Belgique.

Le gouvernement belge respecte pleinement les normes minimales en matière de l'élimination de la traite des êtres humains. Le gouvernement a continué à appliquer une approche multidisciplinaire individualisée dans le domaine de la traite pendant la période étudiée. Le gouvernement a mené des enquêtes approfondies sur les cas allégués de travail forcé faisant intervenir la communauté diplomatique, malgré les problèmes d'immunité posés par ces contrevenants. Le gouvernement a continué à délivrer des permis de séjour aux victimes de la traite et à leur offrir une aide complète. Malgré les informations faisant état d'un nombre important d'enfants prostitués dans le pays, le gouvernement n'a pas recensé un grand nombre de victimes de la traite des enfants.

Recommandations destinées à la Belgique : Mettre en évidence les poursuites sérieuses qui sont intentées contre les auteurs de travail forcé et de prostitution forcée ; imposer des peines criminelles d'emprisonnement aux auteurs des actes de traite reconnus coupables ; poursuivre les efforts visant à multiplier le nombre d'intervenants de première ligne dans le processus d'identification des victimes afin d'améliorer la détection des victimes de la traite en Belgique ; continuer à étudier des moyens de concilier les droits humains des victimes de la traite et l'aide dont elles ont besoin en ce qui concerne les priorités dans le domaine de la répression criminelle ; durcir le régime statutaire afin de se conformer plus clairement aux définitions internationales de la traite, en faisant de la contrainte une composante fondamentale ; et tendre davantage la main aux mineurs non accompagnés qui sont des victimes potentielles de la traite en Belgique.

Les poursuites

Le gouvernement a continué à enquêter sur les auteurs de la traite et à les poursuivre vigoureusement durant la période d'étude. La Belgique interdit toutes les formes de traite dans le cadre d'un amendement de 2005 à sa loi de 1995 contenant des dispositions en vue de la répression de la traite des êtres humains. Telle qu'amendée, la peine maximale prescrite par la loi pour toutes les formes de traite – trente ans d'emprisonnement – est suffisamment rigoureuse et proportionnée aux peines prescrites pour d'autres délits graves, comme le viol. Dans son rapport de 2010, le rapporteur *de facto* du gouvernement relevait que certains réformateurs axés sur la lutte contre la traite des personnes en Belgique se rendent compte que la définition actuelle de la traite dans le cadre de la législation belge « entraîne une dilution idéologique de la notion de traite des êtres humains » et il demandait de « tenir compte dans la loi du concept de "contrainte" » associé aux délits de traite des êtres humains. Le fait pour un employeur de ne pas respecter le salaire, les horaires et les conditions de travail généraux peut constituer une « exploitation » au titre de la loi belge sur la lutte contre la

traite ; ces cas sont considérés comme des délits de traite dans les données du gouvernement sur les poursuites. Le gouvernement a indiqué avoir poursuivi 358 auteurs suspectés de traite des personnes en 2011 ; il a poursuivi 170 auteurs pour des délits de traite à des fins d'exploitation sexuelle, 165, pour des délits de traite à des fins de travail forcé ou d'exploitation économique, 14 pour des délits commis sous la contrainte et huit suspect dans des affaires de mendicité forcée. Le gouvernement a fourni des données provisoires en ce qui concerne les condamnations et les sentences pour 2010, l'année la plus récente pour laquelle des données étaient disponibles et pour laquelle 80 pour cent environ des données pour cette année ont été analysées. Dans ces données pour 2010, c'était la première fois que le gouvernement signalait les condamnations séparément pour les affaires de traite des personnes et celles de migration clandestine. Les données provisoires pour 2010 indiquent que le gouvernement a obtenu la condamnation de 64 auteurs de la traite au moins en 2010, avec 107 cas de circonstances aggravantes. La circonstance aggravante la plus fréquente (34 cas) concernait le fait d'abuser d'une situation particulièrement vulnérable, suivie du caractère répétitif de la traite (20 cas) et de l'usage de manœuvres frauduleuses dans le cadre de la traite (19 cas). Dans seize cas, la circonstance aggravante était que la victime était un enfant. En 2009, le nombre de condamnations pour des cas de traite des personnes et de trafic de migrants cumulés s'élevait au total à 132. Aucune affaire ne faisait intervenir des agents du gouvernement ou des fonctionnaires en 2010.

Les soixante peines de prison imposées aux auteurs de la traite condamnés en 2010 allaient de moins d'un an à cinq années d'emprisonnement ; neuf ont été condamnés à moins d'un an, trente, à une peine allant de un à trois ans, dix-huit, à une peine allant de trois à cinq ans, et trois ont été condamnés à une peine de cinq ans ou plus. Trente-deux des soixante auteurs condamnés ont bénéficié d'une peine avec sursis ; dans la plupart des cas, il s'agissait de peines avec sursis partiel et non total. Durant la période d'étude, la Belgique a déposé une demande d'extradition pour deux auteurs de traite de personnes. Tous deux étaient représentés par des conseillers juridiques et ont été condamnés à des peines de sept et cinq ans de prison assorties d'amendes. Le pays concerné n'ayant cependant pas ratifié la convention des Nations unies contre la criminalité organisée et le protocole de 2000 des Nations unies sur la traite des personnes, et le traité d'extradition bilatéral ne comprenant pas la traite des personnes, l'extradition a été refusée.

En septembre 2011, un tribunal du travail de Liège a condamné quatre membres d'une famille roumaine pour esclavage d'un enfant roumain dans le travail domestique. Les auteurs ont été condamnés à des peines allant de trois à cinq ans et demi d'emprisonnement ; le tribunal a accordé une suspension de peine dans deux des quatre cas. En juin 2011, le gouvernement a ouvert une enquête judiciaire sur un diplomate originaire du Sierra Leone en fonction en Belgique au motif qu'il avait soumis ses trois domestiques au travail forcé et à la torture lorsqu'il était en poste dans le pays ; le gouvernement a suspendu le recrutement de nouveaux membres du personnel au sein de la mission de ce pays. Même si les auteurs de la traite bénéficiant de l'immunité diplomatique ne peuvent pas faire l'objet de poursuites judiciaires, le gouvernement a indiqué que l'ouverture d'une enquête judiciaire avait plusieurs objectifs : premièrement, cela permet aux victimes de demander la protection du gouvernement ; deuxièmement, les victimes peuvent toujours présenter une demande de réparation du préjudice auprès d'un tribunal civil ; enfin, la Direction du protocole du ministère des Affaires étrangères peut baser son action sur l'enquête en vue de prévenir les cas futurs. Le gouvernement a indiqué avoir poursuivi des auteurs de la traite ayant soumis des femmes à la prostitution forcée dans l'industrie du sexe commercial légalisé dans le pays. Durant l'année, le gouvernement a continué à former les officiers de police sur les moyens de détecter la traite des personnes à des fins de travail forcé. Le gouvernement n'a signalé aucun cas d'enquête, de poursuite, de condamnation ou de peine faisant intervenir du personnel gouvernemental belge pour complicité liée à la traite en 2011.

La protection

Le gouvernement a poursuivi ses efforts en vue de protéger les victimes de la traite en 2011. Durant l'année, le gouvernement a délivré ou renouvelé 614 permis de séjour à des victimes de la traite ; certains de ces permis délivrés l'étaient pour une durée indéterminée. Selon un rapport du gouvernement de 2011, l'année 2010 a été marquée par une augmentation du nombre de victimes de la traite ayant obtenu le statut de victime en Belgique. Le gouvernement a continué à financer pleinement trois ONG offrant aux victimes de la traite un abri et une aide complète. Cent cinquante nouvelles victimes ont profité de ces abris en 2011. La majorité étaient des victimes de la traite à des fins de travail forcé ou d'exploitation économique et le deuxième groupe le plus important était composé de victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Les enfants victimes ne sont pas autorisés dans ces centres pour adultes et sont renvoyés dans des centres consacrés aux mineurs – pas seulement des victimes de la traite, mais tous les mineurs non accompagnés. Le gouvernement a utilisé des procédures systématiques afin d'identifier et d'aider de manière proactive les victimes sur la base d'une directive interagences de 2008 relative à la coordination et à l'aide en faveur des victimes de la traite ; le gouvernement a effectué une évaluation de l'efficacité de cette directive en 2011. Des parties prenantes clés du ministère de la Justice, de la police, des institutions sociales, des abris, de l'Office des étrangers et de l'Inspection sociale ont participé à cette évaluation, qui a relevé une bonne coopération entre les acteurs, ajoutant toutefois qu'elle pouvait être améliorée. La principale recommandation de l'évaluation concernait la nécessité de mieux faire connaître la directive par le biais de formations et de séances d'information. L'évaluation saluait l'accent mis sur la traite du personnel domestique des diplomates, mais recommandait que les procédures soient accélérées car les diplomates concernés ne sont souvent déjà plus là au moment de l'ouverture des enquêtes. L'évaluation a relevé l'utilisation d'un questionnaire de l'ONU DC sur l'aide à la traduction pour les victimes, ainsi qu'un projet pilote à Liège visant à sensibiliser le secteur médical à la question de la traite et à encourager l'orientation des victimes potentielles de la traite vers des services spécialisés en guise de bonnes pratiques dans le domaine de l'identification des victimes. Durant l'année, le gouvernement a identifié et est venu en aide à trois victimes au moins du travail forcé, qui étaient originaires du Sierra Leone et employées par du personnel diplomatique. Selon le gouvernement, les intervenants de première ligne autres que la police, comme les travailleurs sociaux et le personnel hospitalier, ont davantage renvoyé les victimes vers des ONG spécialisées accueillant les victimes de la traite durant la période étudiée. Pour obtenir le statut de victime, trois conditions doivent être remplies : la personne doit avoir cessé tout contact avec ses trafiquants, elle doit accepter de consulter une organisation spécialisée dans l'aide aux victimes de la traite et elle doit accepter de coopérer avec les autorités dans les enquêtes et les poursuites axées sur ses trafiquants. Un rapport d'ECPAT de 2009 relevait que ces conditions imposées aux victimes pour obtenir de l'aide étaient trop strictes pour que les enfants victimes puissent y répondre. Les enfants victimes de la traite bénéficieraient d'un délai de trois mois pour décider de témoigner contre leurs trafiquants ou non. Selon le gouvernement, lorsque les enfants ne remplissent pas les conditions requises pour obtenir le statut de victime, ils peuvent toujours bénéficier d'une protection au titre de la réglementation gouvernementale relative aux mineurs non accompagnés. Selon le gouvernement, les victimes ne bénéficient d'une immunité contre des amendes, la détention ou l'expulsion que si elles offrent leur aide dans les poursuites judiciaires engagées contre leurs trafiquants. Le gouvernement a reconnu que le niveau de protection offert aux victimes était déterminé par la situation légale du droit des victimes d'être en Belgique. Les victimes dont l'affaire ne débouche pas sur une condamnation ou qui ne poursuivent pas leurs trafiquants en justice sont susceptibles d'être expulsées ou incriminées. Les victimes témoins se voyaient accorder l'accès au marché de l'emploi belge durant les procédures judiciaires. Les victimes peuvent obtenir une résidence permanente en Belgique une fois leurs trafiquants condamnés, et elles peuvent avoir droit à des permis de séjour pour une durée indéterminée en l'absence de condamnation de leurs trafiquants pour autant que les autorités

prononcent une accusation formelle de traite des personnes. Dans certains cas, cependant, lorsque l'auteur de la traite n'est pas condamné, la victime est parfois tenue de rentrer dans son pays d'origine.

La prévention

Le gouvernement a poursuivi ses efforts en vue de protéger les victimes de la traite en 2011. Le bureau du rapporteur *de facto* du gouvernement a continué à publier un rapport autocritique annuel sur les activités du gouvernement dans le domaine de la lutte contre la traite de personnes. Le gouvernement a continué à co-parrainer la campagne nationale « Stop Prostitution Infantile » en 2011 et continué à distribuer un prospectus multilingue sur les visas pour les victimes potentielles de la traite originaires des pays dont proviennent habituellement les victimes de la traite en Belgique. Le gouvernement a continué à tendre la main aux travailleurs domestiques afin de les informer de leurs droits et de leur donner l'occasion de signaler les abus. Entre autres mesures, le gouvernement oblige les travailleurs domestiques à se présenter en personne une fois par an en vue de renouveler leur carte d'identification. En outre, le gouvernement a expulsé des diplomates étrangers s'étant livrés à la traite ou à l'exploitation et, malgré la pression des interlocuteurs diplomatiques étrangers, il n'a pas dévié de cette ligne d'action. La Cellule de coordination interdépartementale de lutte contre le trafic et la traite des êtres humains, présidée par le ministre de la Justice, s'est réunie à deux reprises au cours de l'année ; cette cellule de coordination a créé une brochure de sensibilisation destinée à aider le personnel hospitalier à identifier les victimes de la traite durant la période étudiée. Toujours durant cette période, les autorités belges ont mis au point une campagne visant à identifier et à aider les ressortissants brésiliens exposés à la traite à des fins de travail forcé dans le pays. Les autorités belges ont épinglé six cas de tourisme sexuel impliquant des enfants parmi les ressortissants belges, mais n'ont signalé aucune poursuite judiciaire pour cette activité. Le gouvernement a offert une formation spéciale sur la lutte contre la traite des personnes aux troupes belges avant leur déploiement à l'étranger dans le cadre de missions internationales de maintien de la paix.